



PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE ET SOCIÉTÉS CONNEXES

Une nouvelle page dans l'industrialisation du Congo

Trois nouveaux quais du Port autonome de Pointe-Noire, ainsi que des grands moulins du phare appartenant à la société Somdiaa ont été inaugurés par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, le 19 février, dans la capitale économique. Pour le Port autonome, ces développements sont un effort supplémentaire dans la politique de modernisation de ses infrastructures et de ses prestations au regard de la concurrence en matière de transport maritime. Les investissements consentis avec l'aide de partenaires financiers dont Congo Terminal sont de l'ordre de plus de 100 milliards de francs C.F.A.

Page 16



Le président de la République, Denis Sassou N'Gusso coupant le ruban symbolique

ÉPIDÉMIE DU CORONAVIRUS

14.376 patients quittent l'hôpital après rétablissement

Les autorités sanitaires chinoises ont annoncé que 14.376 patients infectés par le nouveau coronavirus sont sortis le 18 février de l'hôpital après leur convalescence. Le total des décès dus à cette épidémie en Chine s'élève actuellement à 2.004, alors que 74.185 cas confirmés d'infection par le coronavirus sont signalés dans 31 régions au niveau provincial et dans le Corps de production et de construction du Xinjiang.

HYDROCARBURES

Diversifier l'économie à travers les ressources pétrolières



Les officiels à l'ouverture de la conférence/Adiac qui se veut plus résiliente et inclusive », a-t-il déclaré à l'ouverture de la quatrième conférence internationale et exposition sur les hydrocarbures au Congo. Page 3

Le Premier ministre, Clément Mouamba, a appelé le 19 février à la valorisation des ressources pétrolières en vue de la diversification de l'économie congolaise qui demeure dépendante

de l'exploitation de l'or noir. « La ressource pétrolière doit financer l'économie et servir en même temps de levier à la diversification qui garantit les bases d'une croissance

AFFAIRES SOCIALES

Un programme pour améliorer la protection sociale des autochtones



La ministre des Affaires sociales présidant le comité de pilotage du programme

Le Congo en partenariat avec les agences du système des Nations unies entend œuvrer, à travers un programme conjoint, pour assurer l'accès des populations autochtones aux services sociaux de base.

Ce programme, dont le coût est estimé à plus d'un milliard de francs CFA, sera officiellement lancé le 24 février à Sibiti. Il vise, entre autres objectifs, à améliorer les indicateurs en matière de santé et d'éducation de cette catégorie sociale souvent marginalisée. Page 4

ÉDITORIAL

L'offre

Page 2

ÉDITORIAL

L'offre

Avec la mise en service, le 18 février, de la nouvelle turbine de la Centrale électrique du Congo, la troisième du genre, l'offre nationale en matière d'électricité, indispensable au développement économique du pays, se densifie petit à petit.

Le pari que se donnent les plus hautes autorités congolaises de parachever l'ambitieux projet du boulevard énergétique gagne en visibilité.

Même si, et ce gros détail vaut la peine d'être mentionné, les problèmes d'ordre technique continuent de se poser. Ils relèvent en particulier de la capacité des installations du réseau de transport et de distribution existant à absorber la quantité du courant ainsi produit.

D'où le souhait émis par le gouvernement par la voix du ministre en charge de l'Énergie et de l'Hydraulique, Serge Blaise Zoniaba, de voir des opérateurs économiques congolais et étrangers s'investir dans le secteur de l'électricité en raison d'énormes potentialités qu'il présente.

Société anonyme détenue majoritairement par l'État congolais, la participation du pétrolier Eni étant de 20 pour cent, la Centrale électrique du Congo ambitionne de se doter plus tard d'une quatrième turbine.

Cette perspective lui sera bénéfique si davantage la question soulevée plus haut de la viabilité du circuit de transport est résolue. Cela suppose des investissements supplémentaires dans ce domaine stratégique de l'énergie électrique dont on ne dira jamais assez qu'il concourt au bien-être collectif.

Les Dépêches de Brazzaville

SYSTÈME ÉDUCATIF

La société civile invitée à s'impliquer

La Banque mondiale (BM) entend renforcer sa collaboration avec la société civile afin d'améliorer la qualité d'apprentissage chez les mineurs. Le sujet a été au cœur des échanges, le 18 février, à Brazzaville, à l'issue d'une vidéo conférence.



Les représentants des associations locales participant à la vidéo-conférence

D'après un expert de la BM, les acteurs de la société civile jouent un rôle fondamental dans le droit éducatif. Selon lui, ils sont en quelque sorte la voix des populations locales. De ce fait, ils peuvent systématiquement contribuer à ce que l'opinion et les besoins de ces derniers soient pris en compte dans la concep-

« **L'éducation est une cause commune qui implique que la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques soient un processus inclusif. La société civile, les enseignants, le secteur privé, les communautés, les familles, les jeunes et les enfants ont tous un rôle important à jouer dans l'exercice du droit à une éducation de qualité** »,

tion des programmes de développement. « *L'éducation est une cause commune qui implique que la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques soient un processus inclusif. La société civile, les enseignants, le secteur privé, les communautés, les familles, les jeunes et les enfants ont tous un rôle important à jouer dans l'exercice du droit à une éducation de qualité* », a indiqué l'expert.

Selon une étude menée par la BM et l'Unesco, dans les pays en développement, 52%, soit plus de la moitié des enfants âgés de 10 ans, peinent à lire et sont ainsi privés de plaisirs et de bienfaits que procure la lecture ou encore la compréhension d'un texte.

Dans les pays pauvres, le taux d'apprentissage est de 78 % contre 8 % dans les pays riches. Pour ce qui est de l'Afrique subsaharienne, les chiffres sont encore plus alarmants. 86 % d'enfants, en fin de cycle primaire, ne sont pas en mesure de lire et de

comprendre un texte court.

Dans l'objectif de réduire d'ici à 2030 de moitié le nombre d'enfants analphabètes, la BM est déterminée à apporter un système éducatif fiable, de qualité afin d'améliorer les compétences de base tels que la lecture, l'écriture et les calculs des enfants scolarisés au primaire.

La banque envisage également d'instaurer une approche sectorielle et multisectorielle dans l'élaboration des politiques et des plans d'alphabétisation, ainsi que des budgets correspondants, en renforçant la collaboration et la coordination entre les ministères pertinents, notamment ceux de l'Éducation, de l'Économie numérique, de la Santé, des Affaires sociales, du Travail, de l'Industrie et de l'Agriculture.

Notons que la coopération entre la BM et la société civile permettra d'obtenir de meilleurs résultats dans le domaine du développement.

Gloria Lossele

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Eliot
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa

Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Adhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono
Tél. : (+242) 06 895 06 64

+TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

HYDROCARBURES

Faire du pétrole une ressource pivot de la diversification économique

La quatrième édition de la conférence internationale et exposition sur les hydrocarbures au Congo (CIEHC4) s'est ouverte le 19 février, à Kintélé, au nord de Brazzaville, dans un contexte de mobilisation pour la diversification économique et l'intégration régionale.

L'évènement va réunir pendant trois jours, les délégués des pays africains producteurs de l'or noir, les investisseurs locaux et étrangers, ainsi que les experts du secteur pétrolier et gazier. Les participants vont essayer de rapprocher leurs vues sur la situation actuelle de l'industrie pétrolière et gazière du Congo, les différentes expériences et les perspectives. En effet, l'industrie pétrolière constitue la principale source de revenus de la République du

« La SNPC est bien placée pour accompagner toute société ou tout investisseur dans sa démarche de créateur de valeur dans le domaine des hydrocarbures au profit de toutes parties concernées »

Congo, soit 70% des recettes de l'État, 80% des exportations du pays et 50% du PIB. Lançant les travaux de la rencontre, le Premier ministre, Clément Mouamba, a évoqué la nécessité de diversifier l'économie nationale face au risque de « tout pétrole » marqué par la fragilité du marché mondial. « La ressource pétrolière doit financer l'économie et servir en même temps de levier à la diversification qui garantit les bases d'une croissance qui se veut plus résiliente et inclusive. C'est le point commun des objectifs fondamentaux des politiques publiques dans chacun des pays pétroliers africains qui, pour ce faire, mettent en œuvre des réformes hardies afin de desserrer l'étau du pétrole sur les économies », a signifié Clément Mouamba.

Il a pour cela invité les hauts cadres, ainsi que les principaux investisseurs de l'industrie pétrolière et gazière à développer leur réseau dans le secteur afin d'augmenter le niveau de coopération et de générer de nouvelles collaborations entre les entreprises.

Le rôle clé de la SNPC

La Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) est l'un des principaux acteurs du sec-



Le Premier ministre visitant un stand Adiac

teur au Congo. Son rôle a été renforcé dans le nouveau code des hydrocarbures de 2016, qui accorde à l'entreprise publique « la titularité » de tous les permis d'exploration et d'exploitation avec une participation minimum de 15%.

Pour le directeur général de la SNPC, Maixent Raoul Ominga, ces échanges de Brazzaville devraient contribuer à ouvrir le secteur local à l'innovation technologique, aux pôles de compétences et à de nouveaux partenariats. « La SNPC est

bien placée pour accompagner toute société ou tout investisseur dans sa démarche de créateur de valeur dans le domaine des hydrocarbures au profit de toutes parties concernées », a-t-il assuré.

Notons que cette quatrième édition de la CIEHC4 est organisée sur le thème « Valoriser les ressources en hydrocarbures en vue de la diversification économique et de l'intégration régionale ».

Outre le thème principal, les participants vont également

échanger autour des sous-thèmes suivants : « Le développement de la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière dans la région ; défis et perspectives » ; « Promotion des partenariats fructueux en vue de faire progresser l'exploitation des ressources pétrolières et gazières » ; « Stimulation de l'investissement étranger au Congo, développement durable et environnement » ; « Stratégies de financement des projets de développement énergétique ».

Fiacre Kombo

SOLIDARITÉ

Plus d'une centaine de personnes vivant avec handicap dotées de kits de mobilité

La fondation de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) a récemment offert des tricycles aux personnes vivant avec handicap (PVH) des départements de Pointe-Noire, du Niari, de la Bouenza et de Brazzaville.

Au total, c'est près de cent-cinquante personnes qui ont bénéficié de ce don. La délégation de la fondation SNPC, conduite par son secrétaire général, Marien Joseph Letembet, a parcouru les chefs-lieux des quatre départements du 14 au 17 février pour redonner du sourire à cette couche vulnérable.

En effet, partout où la délégation est passée, elle a recueilli joies et émotions de la population. Dans la capitale économique, c'est quarante-cinq PVH qui ont reçu la dotation lors de la cérémonie organisée à la Caritas Pointe-Noire. A Dolisie, trente-neuf tricycles et deux fauteuils roulants ont été distribués. Ceci au plus grand bonheur des autorités dont le président du conseil municipal, maire de la ville, Ghislain Rodrigue Nguimbi Makosso.

Directeur diocésain de cette structure, l'abbé Luc Magloire Poaty pense que la fondation SNPC a bien pressenti la sensibilité de cette question. « Lorsque l'homme manque de mobilité, c'est pratiquement toute sa vie qui est à terre. L'église met au centre l'homme surtout l'homme un peu à terre pour le remettre debout. », a-t-il expliqué, précisant que nombreux ont beaucoup de difficultés pour s'intégrer.

Le secrétaire général de la fonda-



Les bénéficiaires de Pointe-Noire Adiac

doce que nous avons, c'est notre travail », a conclu le secrétaire général.

Ils ont dit....

« Une personne vivant avec handicap sans tricycle, est comme quelqu'un qui n'a pas de vie. Donc, nous ne pouvons que remercier la fondation SNPC qui a pensé à nous », s'est réjoui Berlin Mvouboulou, un bénéficiaire.

Représentant le Réseau des associations nationales des handicapés de Pointe-Noire et du Kouilou, Modeste Mabilia a rappelé que cela faisait plus de dix ans que les PVH n'avaient plus bénéficié d'un don quelconque. Il a, par ailleurs, demandé à la fondation de pouvoir

tion SNPC a rappelé que ce geste s'inscrit dans le cadre de leur vocation consistant, entre autres, à satisfaire les besoins des personnes déshéritées. Il a, en outre, annoncé la poursuite de l'opération de distribution des kits de mobilité dans la partie nord, notamment à Djambala avant Owando, Ewo, Okoyo, Oueso...

Le seul problème qui se pose concerne l'état de dégradation avancée de la route nationale N°2. « A Brazzaville et la partie sud du pays, il y a près de 150 tricycles remis. Nous avons fait faire deux cents tricycles, suivant le fichier qui nous a été donné par le Centre national d'appareillage. C'est au vu de ce fichier

que nous avons réalisé, par l'intermédiaire du centre national d'appareillage, les deux-cents tricycles et six ou sept tricycles motorisés », a dit Marie Joseph Letembet.

« Vous ne pouvez pas vous rendre compte de ce que nous avons vécu dans notre chair lorsque vous voyez des frères et des sœurs qui sont comme nous mais qui sont dans le besoin, qui depuis longtemps n'avaient jamais eu un tricycle. Je ne sais pas si vous avez encore cette image de Madingou qui ne cesse de trotter dans notre esprit. Cet enfant de quatre ans victime d'un AVC. En fait, c'est un sacer-

doce, jeter un regard envers les aveugles, les sourds, albinos et bien d'autres catégories de handicap qui ont aussi un grand besoin d'appui technique.

Rodrigue Tchikaya : « Nous remercions le directeur général de la SNPC et le secrétaire général de la fondation pour ce don. Ma joie est immense, cela nous va droit au cœur. Maintenant, je crois que nos sœurs et frères qui n'avaient pas de moyens de déplacement peuvent désormais mener leurs activités et se déplacer sans trop de soucis. Ils vont essayer de vivre comme les valides également. »

Pambou Ange : « Nous sommes contents de ce don. Je ne peux pas exprimer cette joie qui inonde mon cœur... Je suis ému d'avoir ce à quoi je ne m'attendais pas ce jour. Merci, SNPC ! ».

David Mbelolo, membre du conseil consultatif des PVH du Niari : « Je salue l'attention particulière et le geste humanitaire de la fondation SNPC à l'égard des PVH et lui témoigne de notre soutien indéfectible pour sa politique sociale d'entraide en faveur des déshérités. Nous osons croire que ces actions seront pérennes ».

Parfait Wilfried Douniama

AFFAIRES SOCIALES

Un programme pour améliorer la protection sociale des autochtones

Le projet conjoint, gouvernement-système des Nations unies au Congo, visant à assurer l'accès des populations autochtones aux services sociaux de base, concerne le département de la Lékoumou et sera lancé le 24 du mois en cours à Sibiti.

Les populations autochtones accusent des difficultés pour accéder aux services sociaux de base, entre autres, l'éducation, la santé, le bien-être, les activités génératrices de revenus pour lutter contre la pauvreté, a rappelé la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo, lors de la présentation du

« Nous devons faire le travail comme il se doit et produire des résultats attendus dans un délai de six mois tel que le prévoit le programme »



La ministre des Affaires sociales présidant le comité de pilotage du programme

programme conjoint sur l'amélioration de l'accès de cette couche à la protection sociale, le 19 février à Brazzaville. 65% d'enfants autochtones, en effet, ne sont pas scolarisés, le taux de mortalité est de 250/00, 40% d'enfants autochtones souffrent de la malnutri-

tion chronique, plus de 50% d'entre ces derniers n'ont pas d'actes de naissance. « Nous devons faire le travail comme il se doit et produire des résultats attendus dans un délai de six mois tel que le prévoit le programme », a indiqué la ministre qui préside le comité de pilotage du dit programme.

Sur le terrain, il sera donc question d'améliorer ces indicateurs en renforçant les capacités des services de protection sociale de ces populations souvent marginalisées, de réformer l'offre et générer une demande de services sociaux de base de qualité et universels, d'assurer leur accès à la terre pour

des activités agricoles, de communiquer pour le changement de comportement... L'enveloppe consacrée à la réalisation de ce programme est estimée à plus d'un milliard de FCFA, a indiqué le représentant du Programme alimentaire mondial au Congo, Jean-Martin Bauer, au nom des agences du sys-

tème des Nations unies qui sont chargées de gérer les fonds. Le diplomate onusien s'est par ailleurs apporté un éclaircissement sur le choix du département de la Lékoumou alors que la Likouala a le nombre de populations autochtones le plus élevé. « Le pourvoyeur des fonds a exigé les résultats dans un délai de six mois. Or, les conditions d'accès dans le département de la Likouala devraient logiquement prendre plus de temps. Aussi, le département de la Lékoumou bénéficie déjà d'un projet intitulé "système intégré de protection de l'enfance" mis en place par l'Unicef. Ce projet constitue donc le fondement pour construire le présent programme », a-t-il expliqué. Lidée dans ce sens est de partir des besoins de l'enfant pour aborder les questions de protection sociale de façon générale. Il ne fallait donc pas laisser passer l'occasion, car sur plus de soixante-quinze pays ayant soumis des requêtes, le Congo a été retenu après plusieurs phases de sélection.

Rominique Makaya

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

CÉRAMIQUES

PEINTURES

MUSIQUE








L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

SOPÉCO

Les travailleurs réclament le paiement du salaire de janvier

Réunis en assemblée générale extraordinaire, le 19 février à Brazzaville, les agents de la Société des postes et de l'épargne du Congo (Sopéco) ont réclamé plusieurs droits, notamment le paiement immédiat du mois de janvier 2020 d'ici à la fin de ce mois.

« Trop c'est trop ! Nous exigeons le paiement de ces deux mois d'ici à fin février. Nous n'allons pas accepter d'aller au-delà de seize mois d'impayés. Les notifications, modalités de ces impayés ne sont toujours pas faites à ce jour », a déploré le secrétaire général de la Fédération des syndicalistes de la poste, Franck Siassia Mikouiza.

Selon lui, la direction générale se doit de revenir sur la table des négociations afin de discuter de ces questions de fond et de forme pour la survie de la Sopéco.

Outre la question relative au paiement des salaires, les agents ont demandé l'annulation sans condition des suspensions de contrats à l'endroit des représentants syndicaux, l'arrêt des pourpar-



Les travailleurs de la sopéco au cours de l'assemblée générale

lers avec le ministre de tutelle, Léon Juste Ibombo, la mise à disposition dans les brefs délais d'un bureau équipé au sein de la Sopéco pour le délégué du contrôle budgétaire et son équipe.

Ils ont, par la même occasion, sollicité la reprise rapide des négociations avec la direction générale en ce qui concerne le cahier des revendications de l'intersyndicale conformément à l'article 242 du code

du travail, la saisie immédiate de l'Inspection générale des entreprises pour un audit de la Sopéco.

Toujours dans le même cadre, l'intersyndicale a demandé un soutien inconditionnel de

la part des travailleurs. Les agents ont également dénoncé le non-respect des textes en vigueur par la direction générale, les mauvaises conditions de travail ainsi que les 18 mois d'arriérés toujours pas soldés à ce jour.

« C'est pénible de faire dix-huit mois sans salaire. Nous avons des familles, des responsabilités et cette situation nous rend la vie infernale. Les salaires censés être payés régulièrement sont par contre payés à contre-courant », a indiqué Franck Siassia Mikouiza. Notons qu'au terme de cette rencontre, l'intersyndicale a invité les agents de ladite entreprise à toujours faire preuve de professionnalisme, malgré les aléas auxquels ces derniers font face.

Gloria Imelda Lossele

ENVIRONNEMENT

Le coût exorbitant des émissions de CO₂ de la marine marchande

Réduire les émissions de CO₂ de la marine marchande coûtera au moins 1000 milliards de dollars.

Le transport maritime, qui représente environ 3 % des émissions mondiales de CO₂, s'est engagé à réduire son empreinte carbone de 50 % d'ici à 2050. Un objectif ambitieux qui réclame d'importants investissements. Au moins mille milliards de dollars d'investissements entre 2030 et 2050. La facture s'annonce salée pour que la marine marchande puisse respecter ses engagements environnementaux, selon une étude britannique menée par l'University Maritime Advisory Services et par l'Energy Transitions Commission. Une addition que ne pourra pas régler seul un secteur soumis à une rude concurrence. Ces 3 % des émissions mondiales de CO₂ du transport maritime, c'est autant que le secteur aérien.

En l'absence de mesures concrètes et face

à la croissance anticipée du marché (de 35 % à 40 % au cours des trente prochaines années), le secteur pourrait représenter 17 % des émissions d'ici à 2050. Quelque 50000 vraquiers, rouliers, porte-conteneurs et autres pétroliers sillonnent les mers. 99 % de ces navires naviguent encore au fioul lourd. «Les consommateurs vont devoir accepter de payer davantage [...] Les dix prochaines années seront capitales», prévient Lise Detrimont, de l'association de préfiguration Transport maritime décarboné. Pour suivre la feuille de route fixée par l'Organisation maritime internationale, entre 30 % et 40 %, des nouveaux navires devront être neutres en carbone d'ici à 2030, chiffre du Bureau Veritas. Or, aucun des carburants alternatifs ne peut encore prendre le relais. Les solutions zéro carbone semblent encore plus lointaines.

Noël Ndong

UE - ACP

Dr P.I. Gomes : l'Organisation des États ACP est «un puissant catalyseur» pour la réalisation des ODD

Le secrétaire général de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), estime que de «grandes perspectives» s'ouvrent en 2020 à ce groupement de 79 pays.

Pour le Dr Patrick Ignatius Gomes, l'OEACP peut devenir «un puissant catalyseur et un défenseur de la mise en œuvre accélérée» des dix-sept Objectifs de développement durable (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030. «A cet égard, les actions peuvent être les plus efficaces dans les domaines suivants : l'égalité homme-femme (à travers l'initiative Spotlight UE-Nations unies, qui bénéficie d'un financement de 350 millions d'euros au titre du 11e FED); le renforcement des systèmes de santé (150 millions d'euros); les océans et les mers (la FAO met à disposition 40 millions d'euros pour le secteur de la pêche). A ces domaines, il faut ajouter l'action pour le climat (à tra-

vers le programme intra-ACP+ de l'Alliance mondiale contre le changement climatique et la coopération avec l'Alliance des petits États insulaires, doté de 70 millions d'euros); l'accès à la justice à travers la promotion de la paix et de la réconciliation en Gambie et les efforts visant à faire lever l'embargo sur les armes imposé à la Centrafrique».

Les ODD ont bénéficié de ressources considérables provenant du Fonds européen de développement (FED), géré conjointement par les États ACP et l'UE, ainsi que d'un appui technique dans le cadre des actions ciblant les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique *ACP). Pour le Dr P.I. Gomes, « ces efforts doivent être consolidés en 2020 et produire des résultats tangibles au titre du Programme des Nations unies pour le développement durable à l'horizon 2030».

N.Nd.

TELECOM

Le dynamisme africain dans l'innovation TIC face au déficit énergétique

Plus de six cents millions de personnes vivent sans électricité, dont plus de 80% dans les zones rurales. Pour la tranche de la population urbaine, il doit se familiariser à des coupures électriques intempestives.

Pour les innovateurs technologiques, les problèmes d'accès à une énergie électrique de qualité s'imposent comme un obstacle supplémentaire au potentiel de création d'emplois et de richesses des TIC. Selon le World Economic Forum (WEF), la future croissance de l'Afrique est davantage dans l'innovation technologique que dans l'industrialisation. Les TIC ont, en effet, le pouvoir d'offrir au continent les moyens de répondre plus efficacement à un certain nombre de défis, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, des transports, etc.

L'innovation technologique a également

le pouvoir de remodeler les systèmes de gouvernance en Afrique et de favoriser une plus grande équité, de la transparence et de l'efficacité dans la gestion de la richesse publique. Selon le WEF, la future croissance de l'Afrique est davantage dans l'innovation technologique que dans l'industrialisation. L'Intelligence Artificielle, la Blockchain, l'Internet des Objets sont autant de domaines où l'innovation a le pouvoir de transformer les conditions de vie des 1,5 milliard de personnes qui peuplent l'Afrique. Mais, le potentiel transformateur que renferme l'innovation technologique est trop souvent asphyxié par la crise énergétique que subit le continent. En 2019, le secteur africain de l'innovation technologique a attiré un investissement de 1,340 milliard de dollars, selon l'African Venture Capital Report de WeeTracker.

N.Nd.

ÉCONOMIE MONDIALE

L'investissement international toujours en berne

Les tensions géopolitiques et commerciales et la montée du protectionnisme auront encore pesé sur l'investissement international.

En 2019, et pour la quatrième année consécutive, les investissements directs étrangers (IDE) ont reculé pour atteindre 1394 milliards de dollars, a relevé la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Les tendances des IDE sont variées selon les régions. Les flux vers l'Afrique ont augmenté de 3% atteignant 49 milliards de dollars. Pour la quatrième année consécutive les IDE ont reculé en 2019 pour atteindre 1 394 milliards de dollars a indiqué la Cnuced dans son rapport annuel sur les IDE.

Les tensions géopolitiques et commerciales auront encore pesé. Mais, l'on semble entrevoir le bout du tunnel sur les dossiers Chine-USA et le Brexit. Par

ailleurs, la montée du protectionnisme contribue à entraver l'investissement international.

Une situation hétérogène

Les tendances des IDE sont variées selon les régions. Les flux vers les pays développés ont baissé de 6% à 643 milliards de dollars alors que ceux dirigés vers des économies en développement sont demeurés stables à 695 milliards de dollars. Seules l'Afrique et l'Amérique latine ainsi que les Caraïbes étaient en hausse en 2019. Cette année, l'Afrique a capté 49 milliards de dollars, en hausse de 3%. Les poids lourds du continent que sont le Nigéria et l'Afrique du Sud continuent à rester attractifs aux yeux des investisseurs. La première économie africaine a attiré 3,4 milliards de dollars d'IDE alors que l'Afrique du Sud a drainé cinq milliards de dollars.

N.Nd.

PRÉSIDENTIELLE AU TOGO

Les évêques appellent à la transparence

À quelques jours de l'élection présidentielle du 22 février, les évêques togolais ont publié le 18 février une déclaration commune appelant à la tenue d'un scrutin « transparent ». Ils ont évoqué également le refus par les autorités du déploiement d'observateurs de la Commission Justice et paix de l'épiscopat.

En préambule de cette « mise au point », les évêques du Togo invitent les institutions impliquées dans le processus électoral à « assumer leur rôle dans la transparence, la justice, la vérité et le respect de la mission qui leur est assignée, afin que cette élection ne soit émaillée ni de fraudes, ni de violences ». Ils recommandent ensuite à ceux « qui prendront la décision d'aller voter » de porter « en toute liberté de conscience leur choix sur celui qui à leurs yeux paraît plus apte à conduire la destinée du pays ». L'épiscopat demande cependant aux membres du clergé « d'éviter d'apporter leur appui, ou de désavouer des candidats au cours des célébrations eucharistiques », faisant valoir le devoir d'impartialité de l'Église, inhérent à sa mission. Le message insiste d'ailleurs sur ce point au regard du refus des autorités d'accréditer des

observateurs électoraux de la commission Justice et paix de l'épiscopat ; aux accusations de « parti pris » lancées à son encontre par un ministre, l'Église au Togo répond avoir uniquement appelé au « respect de la justice et des valeurs démocratiques figurant dans la Constitution ».

Le président de la Céni, Tchambakou Ayassor, qui tenait mardi une conférence de presse, a assuré que la Commission électorale avait pris toutes les dispositions pour que le scrutin se passe dans les meilleures conditions dans son ensemble. Le matériel sensible, comme les bulletins de vote ou l'encre indélébile sera acheminé au dernier moment dans les neuf mille trois cents (9 300) bureaux de vote. Le président de la Céni s'est également félicité du climat apaisé dans lequel se déroule la campagne, en dépit, a-t-il précisé, de quelques perturbations de

meetings pour certains candidats. Premier temps fort ce mercredi avec le vote anticipé des forces de l'ordre et de sécurité. Elles sont les premières à se rendre aux urnes, comme il est de tradition au Togo. Les forces de l'ordre et de sécurité vont voter 72h avant le reste de la population.

Notons que sept candidats sont en lice pour la présidentielle, dont le chef de file de l'opposition Jean-Pierre Fabre, l'ancien Premier ministre Kodjo Agbéyomé, et le président Faure Gnassingbé, qui briguera un quatrième mandat. Une révision de la Constitution adoptée en mai 2019 permet à l'actuel président, non seulement de se représenter à cette présidentielle et à celle de 2025, mais aussi de bénéficier d'une immunité à vie « pour les actes posés pendant les mandats présidentiels ».

Yvette Reine Nzaba

ANGOLA/ETATS-UNIS

Mike Pompeo félicite Joao Lourenço pour la lutte contre la corruption

Le président angolais João Lourenço a reçu le secrétaire d'État américain Mike Pompeo avec qui ils ont convenu d'étendre et d'approfondir leur partenariat bilatéral.

Mike Pompeo a salué les réformes politiques et économiques entreprises par le président angolais depuis le début de son mandat en 2017, notamment l'amélioration de la gouvernance et de l'environnement des affaires, augmentant la transparence et luttant contre la corruption. La corruption a « freiné pendant trop longtemps le vaste potentiel de l'Angola. En deux ans et demi de pouvoir, le président Lourenço a fait un travail formidable pour faire de la corruption un fantôme du passé », a déclaré Mike Pompeo. Il est convaincu que le président Joao Lourenço va libérer l'Angola de la corruption. Il « augmente la transparence, aide les institutions financières à faire le ménage et poursuit » les coupables, a-t-il dit.

En outre, les deux hommes d'État ont abordé les moyens de renforcer les liens commerciaux, la question des investissements du secteur privé et les possibilités présentées par la nouvelle Société de financement du développement international des États-Unis. Ils ont accepté de poursuivre leur collaboration sur le déminage, et également abordé le rôle de la Chine en Afrique. Mike Pompeo a souligné l'importance de la lutte contre le trafic d'êtres humains.

Noël Ndong

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Des experts soulignent l'importance de la médecine traditionnelle chinoise

Un spécialiste chinois de la médecine respiratoire de renom, Zhong Nanshan, a mis en lumière le 18 février les études sur la médecine traditionnelle chinoise (MTC) dans la lutte contre le coronavirus.

S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue à Guangzhou, dans la province du Guangdong, au sud du pays, Nanshan Zhong a indiqué que la prescription à base de plantes appelée « Pneumonia No.1 » appliquée le 23 janvier dernier s'était avérée efficace dans le traitement des patients de la maladie COVID-19 dans la province.

Selon lui, les chercheurs sont en train de tester les médicaments de MTC déjà largement utilisés, tels que le Liushenwan et le Lianhuaqingwen, pour savoir s'ils peuvent tuer le virus, réduire l'accès du virus à la cellule et diminuer l'incidence d'une tempête de cytokine qui renvoie à une énorme inflammation pouvant conduire à la mort.

« Ces tests peuvent fournir des preuves pour l'application de la MTC au cours des phases première et intermédiaire de la maladie COVID-19 », a expliqué le spécialiste.

Pour sa part, Yang Zifeng, professeur à l'Institut de santé respiratoire de Guangzhou et membre de l'équipe de Zhong Nanshan, a déclaré que grâce à des expériences in vitro sur cinquante-quatre médicaments de MTC existant disponibles sur le marché, « les chercheurs en ont trouvé cinq qui sont capables d'inhiber efficacement l'infection au nouveau coronavirus ». « Indiquant les effets antiviraux et anti-inflammatoires des médicaments fabriqués à partir de la MTC, les expériences donnent un peu d'espoir pour le traitement du nouveau coronavirus. Toutefois, d'autres expériences cliniques sont nécessaires pour tester leur effet clinique », a indiqué Yang Zifeng.

En effet, la médecine traditionnelle chinoise n'a jamais manqué un seul combat contre les épidémies dans toute l'histoire de la Chine. Les classiques de la MTC ont fourni des preuves suffisantes de traitement par MTC des épidémies telles que la variole au cours des derniers millénaires. Ainsi, dans la dernière version du plan de diagnostic et de traitement de la maladie COVID-19 publié par la Commission nationale de la santé, un chapitre spécifique détaillant le traitement par MTC pendant l'observation médicale, le traitement clinique et le rétablissement d'un patient a été inclus.

Y.R.Nz.

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME
DE LA SEMAINE
DU 17 AU 23 FEVRIER

MARDI 18 FEVRIER
18H30 CINE-CLUB : WULU

MERCREDI 19 FEVRIER
15H00 EMISSION: CA C'EST BRAZZA
19H00 MERCREDI A LA CAFET' : AFRICAN DESTINY

JEUDI 20 FEVRIER
15H00 RENCONTRE LITTERAIRE : LE MWENE DIMI D'APHANIE

VENREDI 21 FEVRIER
JOURNEE INTERNATIONALE DES LANGUES MATERNELLES
10H00-12H00 **CONFERENCES** : LE DEVELOPPEMENT DES LANGUES, LES LANGUES EN DANGER DU CONGO ET QUELLE ECOLOGIE LINGUISTIQUE AU CONGO ?
15H00-17H00 **EXPRESSION ARTISTIQUES** : CHANTS, POEMES, CONTES ET EXPOSITIONS D'OUVRAGES EN LANGUES CONGOLAISES.

SAMEDI 22 FEVRIER
10H00 ANIMATIONS : LES RENDEZ-VOUS DE LA MEDIATHEQUE (SAMEDI DES PETITS LECTEURS, L'HEURE DU CONTE, RENCONTRE DU SCRABBLE)
15H00 CAFE PHILO : « NAÏT-ON ARTISTE OU LE DEVIENT-ON ? »
18H00 CONCERT : 50 ANS DE L'ORCHESTRE ZAÏKO LANGA LANGA

DIMANCHE 23 FEVRIER
17H30 DIMANCHE A LA CAFET' : LES BANTOUS DE LA CAPITALE



ZAÏKO
LANGA-LANGA

PLACES EN VENTE
À LA CAFET' DE L'IFC

AFRICA SANTÉ EXPO

Abidjan abritera la troisième édition

Dans l'optique de mettre en place une chaîne de valeur afin de créer un écosystème de santé en Afrique, le Dr Linda Claude Bouboutou-Kaboré, promotrice du salon Africa Santé Expo, annonce la tenue de la troisième édition de cette grande semaine du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, où la France sera le pays à l'honneur.

Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire, accueillera au Sofitel Hôtel Ivoire, du 1er au 3 Avril, la prochaine rencontre d'Africa Santé Expo. Le Nigéria est invité à y prendre part. Pour les échanges de compétences et d'intelligence durant ce salon, la promotrice explique que cette prochaine édition se tiendra dans le même esprit que les précédentes concernant la dynamique de la recherche et la promotion d'innovations technologiques pertinentes et efficaces adaptées aux réalités africaines afin de faire face à la réalité des « déserts médicaux ».

Africa Santé Expo est un salon d'affaires, de compétences et d'intelligence des acteurs du monde de la Pharmacie, la Médecine, la Parapharmacie, du Paramédical, la Cosmétologie, l'industrie, des Laboratoires, l'Esthétique, la Médecine Traditionnelle, de l'E-santé, de la Botanique, des produits Bio, etc...C'est une occasion inédite d'exposer le savoir-faire de ces acteurs en présence de plus de 200 experts de



haut niveau, de 15 000 visiteurs et personnalités venant de plus de 40 pays.

Pour le Dr Linda Claude Bouboutou Kaboré, la tenue d'une telle rencontre s'explique du fait que les domaines médicaux et pharmaceutiques connaissent un véritable essor avec l'organisation de nombreuses rencontres, forums et salons internationaux impliquant une participation active de pays africains. Cependant, constate-t-elle, de nombreux participants soulignent que les thématiques et les tech-

nologies abordées ne sont pas en adéquation avec le développement du secteur de la santé en Afrique.

De ce fait, elle précise que dans le cadre de ce forum, un accent particulier est d'ores et déjà mis sur les coopérations Sud-Sud et Nord-Sud. Pour cette édition, « Santé, beauté et bien-être : des solutions adaptées à l'Afrique » est le thème qui a été retenu. Africa Santé Expo est axé sur une collaboration forte et inclusive de tous les acteurs de la Santé venant des cinq continents. « Il s'agit de

trouver des solutions pour améliorer l'accès aux soins de la population africaine », précise-t-elle.

La rencontre s'articulera en cinq branches : PharmAfrica, avec les symposiums des pharmaciens et de l'industrie pharmaceutique. MedAfrica, avec le symposium des médecins et les Health Days 1 semaine de dépistages et consultations gratuits ; Botanica, consacrée à la médecine traditionnelle, au Naturel, au Bio et à l'environnement ; E-Santé Africa, le rendez-vous incontournable

de la digitalisation médicale ; et enfin Beauty Africa, le symposium dédié à la beauté, esthétique et à l'industrie cosmétique.

Depuis la première édition en 2019, des pas de géants ont été faits en matière de santé par le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique. « En appui avec les sponsors, les partenaires et les participants, ensemble, nous pouvons améliorer l'accès aux soins de qualité de nos populations, grand facteur de développement », estime le Dr Linda Claude Bouboutou Kaboré.

Mener les pays africains vers une démarche qualité, être dans l'optique de chaîne de valeur de l'écosystème de la santé, beauté et bien-être, promouvoir les échanges, les compétences et le savoir-faire dans le cadre d'une coopération sud-sud et nord-sud, en vue de contribuer à l'amélioration de la couverture des besoins du secteur médical, constituent les objectifs que l'équipe d'Africa Santé Expo veut atteindre, a-t-on appris.

Marie Alfred Ngoma

EXPOSITION D'ARTS

Kinkala réunit en avril les artistes et artisans du Congo

La 1^{re} édition du salon des arts et de la mode (SAM-Pool) se tiendra du 8 au 11 avril à Kinkala dans le département du Pool.

Organisé par Justine Emilie Madieta, dit Just Mad, styliste-modéliste et promotrice culturelle sur le thème « La nouvelle vision de l'art du Pool », ce salon regroupera près d'une centaine d'artistes et artisans évoluant dans les domaines de la pein-

ture, la sculpture, la couture, la menuiserie, la coiffure, la vannerie, la poterie, la décoration et la musique. Il veut être la vitrine de l'art au Congo en permettant aux jeunes talents de se faire découvrir mais aussi aux artistes confirmés de montrer leur savoir-faire au public. Il est aussi un moyen pour les artistes de promouvoir l'art ancien du Pool comme le faisaient les ancêtres autrefois.

Selon Just Mad, l'initiatrice de Sam-Pool, ce salon a pour objectif aussi de mettre en contact les fabricants et les potentiels acheteurs qui pourront discuter sur les éventuelles opportunités profitables à tous. Il va aussi aider l'artiste ou l'artisan à impulser une autre vision à son art par la conquête de nouveaux marchés ou débouchés.

Au cours de ces quatre jours d'animation et de découverte, le public découvrira

des créations originales et plusieurs autres accessoires et objets d'arts des exposants. Une table ronde ani-

mée par des professionnels d'art et d'artisanat aura également lieu sur les thèmes « Comment canaliser et pro-

mouvoir les idées des jeunes créateurs » et « Business plan et recherche des financements ». La nuit de la mode et de la créativité imaginée par des grands stylistes-modélistes sera l'un des moments forts de l'activité qui prendra fin par les distinctions qui seront remises au meilleur stand, au meilleur jeune talent et au SAM-Pool d'or.

Justine Emile Madieta est la présidente du Collectif des artistes et artisans du Pool. Elle est aussi la présidente de l'association Just Mad pour le management des projets culturels artistiques et de l'artisanat. Avant cet événement, Elle a organisé l'émulation artistique culturelle artisanale (Emul'art) en 2000, 2002 et 2004. Les séminaires des guides du tourisme au Congo, le festival African Beauty, etc. sont les autres événements culturels qu'elle a organisés.

Hervé Brice Mampouya



Just Mad, promotrice culturelle Adiac

Ce salon a pour objectif aussi de mettre en contact les fabricants et les potentiels acheteurs qui pourront discuter sur les éventuelles opportunités profitables à tous. Il va aussi aider l'artiste ou l'artisan à impulser une autre vision à son art par la conquête de nouveaux marchés ou débouchés.

VERNISSAGE

Rahim et Emmanuel exposent leurs toiles aux ateliers Sahn

Après leur résidence de trois mois aux ateliers Sahn, Rahim Lascony et Emmanuel Nickson ont fait, le weekend dernier, la restitution de leur travail au cours d'une exposition collective sur le thème « Dégradation de la mode et Anxiété ». Certains tableaux revalorisent le tissu africain, d'autres parlent de la complicité qu'il y a entre la mort et la vie.

Les œuvres d'art de ces deux plasticiens congolais suscitent l'admiration. Leur travail est basé beaucoup plus sur l'abstrait et le figuratif. Emmanuel Nickson a utilisé de l'acrylique sur des ardoises. Sa technique diffère de celle de l'autre. Elle montre bien la dimension artistique du jeune peintre. Certaines de ces toiles traduisent la mélancolie, projettent un

regard inquiétant sur quelque chose. L'une parmi elles rend hommage à un jeune garçon qui, de son vivant, a lutté pour le droit des enfants au Pakistan. L'artiste expose pour la première fois, passionné de l'art depuis son enfance, tout a commencé par le dessin, c'est en 2016 qu'il commence la peinture. Le jeune plasticien ne suit pas une quelconque technique dans la réalisation de son travail, il peint quand cela lui arrive. « Je suis spontané quand je travaille, je ne suis pas trop dans le délire des techniques. », a-t-il fait savoir.

Quant à Rahim Lascony, il revalorise le textile africain et la couture africaine. L'artiste exprime à travers ses toiles l'histoire du tissu africain qui, selon lui, a changé de terrain. C'est ce qu'il appelle de l'afropagne. Rahim s'est accentué sur la sape, les personnages qu'il a peints mettent en valeur les habits confectionnés en tissu africain.

« Je revalorise vraiment la couture africaine, le pagne africain, j'admire beaucoup nos couturiers africains. La



Rahim et Emmanuel posant devant leurs tableaux


première chose c'est promouvoir la sapologie. », a-t-il révélé. L'artiste a utilisé de l'acrylique, du collage, du pagne et du sable pour produire ses œuvres. C'est sa troisième fois qu'il expose.

Anciens élèves de l'école de peinture de Poto-Poto, Emmanuel et Rahim se sont engagés dans l'art contemporain grâce aux ateliers Sahn. Ils ont participé en 2019 à la huitième rencontre internationale d'art contemporain. « C'est à partir de cette rencontre que mon esprit c'est ouvert et j'ai rencontré de grands artistes peintres venus de différents pays. Ces gens m'inspirent, leur expérience me fait grandir. Le monde d'artistes m'a beaucoup transformé, c'est une forme de thérapie. », a indiqué Emmanuel Nickson.

Les deux plasticiens ont remercié les ateliers Sahn et appellent les jeunes peintres à pouvoir exprimer leurs talents. « Aujourd'hui ce sont les jeunes qui font bouger le monde dans beaucoup de domaines », ont-ils indiqué.

Rosalie Bindika

« C'est à partir de cette rencontre que mon esprit c'est ouvert et j'ai rencontré de grands artistes peintres venus de différents pays. Ces gens m'inspirent, leur expérience me fait grandir. Le monde d'artistes m'a beaucoup transformé, c'est une forme de thérapie. »



Un fournisseur unique pour votre bureau












Agence Pointe-Noire
98, Blvd Charles de Gaulle - B.P. 828
Pointe-Noire - République du Congo
Tél. : 05 537 14 46 / 05 537 14 47 / 22 294 08 04
contact@burotec.biz / sales@burotec.biz

Agence Brazzaville
Rond point de la gare, immeuble Airtel, Centre-Ville
Brazzaville - République du Congo
Tél. : 05 537 14 71 / 05 537 14 75
contactbzv@burotec.biz / salesbzv@burotec.biz



www.burotec.biz



Agence de Voyage & Tourisme

Visitez
les pays de vos Rêves avec nous



Billet + Hôtel + Loisirs
nous faisons de votre séjour une expérience inoubliable

📍 Pointe-Noire (Rép. du Congo)
☎ + (242) 05 555 55 79 - 04 485 09 09
✉ salespnr@hariomtravels.net

📍 Brazzaville (Rép. du Congo)
☎ + (242) 05 302 67 86 - 04 431 03 50
✉ salesbzv@hariomtravels.net

www.hariomtravels.net

LIVRE

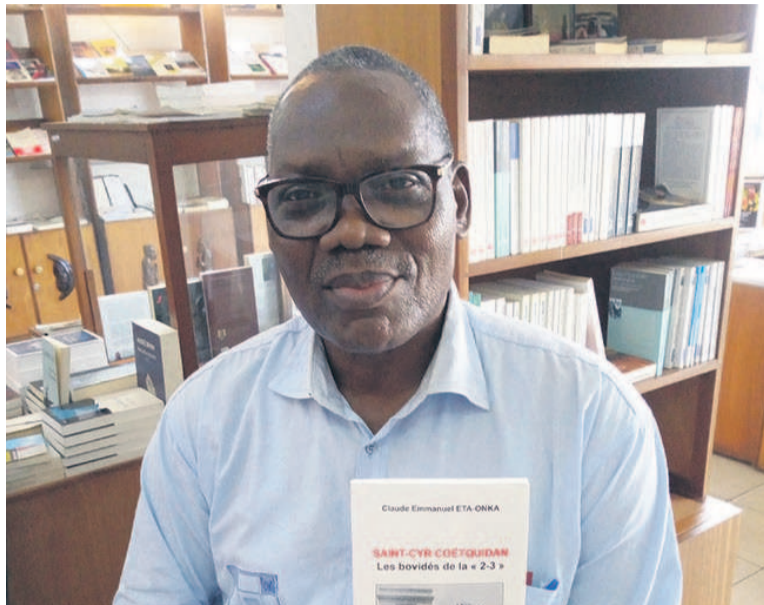
Saint-Cyr Coëtquidan Les Bovidés de la « 2-3 », du général Claude Emmanuel Eta-Onka

Avec ces cent quarante-six pages, cet ouvrage publié aux éditions La Bruyère, et préfacé par Jacques Le Bourgeois, docteur en histoire, parle du parcours de Manu et John ; deux élèves officiers de la célèbre école de Saint-Cyr, symbole de l'élite de l'armée de terre française, située à Coëtquidan à quarante-deux kilomètres de Rennes.

A travers le parcours de Manu et John, élèves de la promotion De Gaulle au début des années soixante-dix, de cette école spéciale militaire qui demeure l'objet de bien des interrogations pour les non-initiés, le général Claude Emmanuel Eta-Onka, fait partager le quotidien de ces futurs officiers hors pair.

Préfacant cet ouvrage, Jacques Le Bourgeois, docteur en histoire, dévoile son caractère autobiographique. « Claude Emmanuel Eta-Onka nous invite à partager ses souvenirs d'élève officier vécus dans la plus prestigieuse école militaire française, l'École spéciale militaire de Saint-Cyr-Coëtquidan. Sorti sous-lieutenant de la promotion Général De Gaulle (70-72), il va retourner dans son pays d'origine, le Congo-Brazzaville, où il fera une brillante carrière. »

Pour Jacques Le Bourgeois, l'ouvrage du général Claude Emmanuel Eta-Onka relate avec humour mais aussi un soupçon de nostalgie, ses années de formation. On y découvre un monde particulier, empreint de traditions qui, pour certains, peuvent paraître anachroniques voire complètement déplacées, un monde rigoureusement discipliné, rigidement structuré, vertical pourrait-on dire, brutal même, cependant profondément humain, où la plaisanterie côtoie la rigueur, le respect, le sens critique frisant parfois l'insolence, mais où triomphent avant tout l'intelligence et l'esprit de camaraderie.



Claude Emmanuel Eta-Onka (crédit photo/Adiac)

Il revient sur les témoignages de l'ex élève officier. « On entrait à « La spéciale » après un concours particulièrement difficile. La formation durait deux ans. » Eta-Onka, poursuit-il, met l'accent sur la formation physique mais l'aspect académique était aussi important. L'objectif était de former des chefs militaires, aptes à commander dans la difficulté au risque de leur vie et celle de leurs subordonnés en toute conscience de la responsabilité. La devise de l'école qui est celle de « s'instruire pour vaincre » est là pour le rappeler. Vaincre l'adversité, l'ennemi, mais aussi se vaincre soi-même. « Pour apprendre à commander, il nous fallait apprendre à obéir. Au-delà de la discipline formelle, nous découvrons la discipline

intellectuelle : la loyauté vis-à-vis des chefs et des camarades, le respect des règles acceptées et le souci constant de mettre ses actes en accord avec ses convictions », témoigne l'ex élève officier.

Eta-Onka, poursuit le préfacier, l'avait compris très tôt. « Une section de Cyr est une entité qui n'a que deux ans de vie administrative. Celle des « Bovidés de la 2-3 » n'échappe pas à la règle. Le qualificatif vient de notre chef de section, le lieutenant Travailot. Une façon de nous piquer pour mieux nous stimuler. »

Enfin, Jacques Le Bourgeois, ajoute que le récit qu'en rapporte Eta-Onka, montre que la relation de camaraderie qui les unissait a largement dépassé ce cycle. En grand

sentimental, il sait fort bien faire vibrer cette corde sensible au rappel de ces souvenirs. « Car ces deux ans passés à Coët figurent parmi nos plus belles années. Nous n'avions que vingt ans. Mais à la sortie, nous étions déjà des hommes. La tête emplie de rêves et d'ambitions, le cœur gorgé de générosité, nous étions prêts à assumer les responsabilités que le destin allait nous offrir pour le meilleur comme pour le pire. Chic à Cyr ! »

... La cérémonie qui regroupait tout ce beau monde de jeunes gens à peine âgés de vingt à vingt-six ans, marquait solennellement le terme d'une année studieuse. L'enseignement général surnommé « la pompe » côtoyait l'enseignement militaire qui tutoyait l'éducation physique et sportive (EPS), le tout dans une ambiance infernale ou à un rythme de fou. Les maîtres mots ou les expressions clés étaient : « marche ou crève ! », « les nuits sont courtes et les journées longues ! », « ce qui ne rentre pas par la tête rentre par les pieds ! », écrit l'auteur à la page 9.

Le programme de cette cérémonie de clôture de onze mois d'activités soutenues comprenait le baptême des jeunes Saint-Cyriens de la première année, « les bazars », le « triomphe » pour leurs anciens qui en fin de parcours de deux ans devaient porter l'épaulette dorée du grade de sous-lieutenant comme leurs camarades de l'École militaire interarmes (EMIA), et le port de l'épaulette d'aspirant pour les

élèves officiers de réserve.

Qui est le général Claude Emmanuel Eta-Onka ?

Né à Akana (Lagué) dans le district de Lékana (Plateaux), Claude Emmanuel Eta-Onka a fréquenté l'École militaire préparatoire général Leclerc de Brazzaville de 1959 à 1963 (promotion général de Gaulle : 1970- 1972). Officier général de brigade, breveté de l'enseignement militaire supérieur français (BMES), il a exercé les fonctions de commandant de l'École militaire préparatoire des cadets de la révolution (ex Général Leclerc) de 1977 à 1979 ; chef d'état-major général des forces armées congolaises (1993-1995) ; ministre de la Jeunesse et des Sports chargé de l'instruction civique (1995- 1996) et de secrétaire général à la Défense nationale près le Premier ministre (1996-1997).

Poète, nouvelliste, essayiste et romancier, ancien président de la fédération des gens des lettres du Congo-Brazzaville (FGLCB) au sein de l'Union nationale des écrivains et artistes congolais (Uneac). International congolais de basket-ball (1963- 1968) et de hand-ball (1966-1981), il a présidé aux destinées de la fédération congolaise de hand-ball (1992- 1996). Claude Emmanuel Eta-Onka est grand officier du mérite congolais et commandeur du mérite sportif congolais. Il est aussi commandeur de la Légion d'honneur française. Saint-Cyr Coëtquidan Les Bovidés de la « 2-3 », est disponible à la librairie Les Manguiers des Dépêches de Brazzaville, et vendu à 21 Euros, soit 15.000 FCFA.

Bruno Okokana

4^{ème} Conférence Internationale et Exposition sur les Hydrocarbures au Congo

CIEHC 4

WWW.OILGASCONGO.COM

19-21 FÉVRIER 2020
BRAZZAVILLE, RÉPUBLIQUE DU CONGO

CENTRE INTERNATIONAL DE CONFÉRENCE DE KINTÉLÉ BRAZZAVILLE

**RENDEZ-VOUS INCONTOURNABLE
POUR TOUS LES ACTEURS DU SECTEUR
PÉTROLIER ET GAZIER AU CONGO**

SPONSOR PRINCIPAL

SPONSORS PLATINE

SPONSORS OR

SPONSOR ARGENT

SPONSORS ASSOCIÉS

ORGANISÉE PAR

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE LIGUE 1

Carl Wunda Ngana dirige le peloton des buteurs

A quelques neuf journées de la fin de la compétition, l'attaquant de la Jeunesse sportive de Talangaï (JST), l'actuel deuxième du championnat de football du Congo Brazzaville, reste le meilleur buteur grâce à ses onze buts au compteur.

Né le 21 juillet 1999 à Kinshasa, ce footballeur polyvalent fait trembler plusieurs défenses des équipes qui jouent cette compétition pour le compte de la saison sportive 2019-2020. Fort de

son pied droit, il reste à ce jour le cauchemar des gardiens car il n'hésite pas de marquer lorsqu'une occasion, minime qu'elle soit, se présente.

Meilleurs buteurs depuis plu-

sieurs journées déjà, Wunda n'est pas prêt à céder sa place puisqu'il ne cesse d'évoluer crescendo. Le dernier exemple reste son doublé, le jeudi 13 février face à Tongo FC, l'un de ses anciens clubs. Sur la liste du top sept des buteurs du Championnat national d'élite ligue 1, il est suivi d'Ismaël Ankombo (07 buts), joueur du Club athlétique renaissance aiglon (Cara). Ce dernier partage le même nombre des buts que Maleka Nkounkou, Anthony Jacques Eboké et Ankenze, évoluant respectivement à V Club, au Racing club de Brazzaville (RCB) et au FC Kondzo. Bokoy Mbemba d'AS Otoho et Taty Koussoumouka d'AC Léopards ont pour leur part, cinq buts chacun. Très performant et dynamique, le jeune Carl Wunda Ngana dit Carlison est le meilleur buteur (27 buts) du championnat de deuxième division Malebo, saison 2015-2016. Il a également remporté la Super Coupe de Kinshasa avec AS Dragon (2015). Dans son palmarès, l'on peut ajouter, entre autres, le titre de meilleur joueur et buteur du tournoi TMB.

Rude Ngoma



Carl Wunda Ngana, meilleur buteur du championnat

FOOTBALL,

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France



Doublé pour Pythoclès Bazolo sur la pelouse de la réserve de Reims: le milieu offensif totalise 14 buts cette saison (image d'archive/DR)

National 2, 19e journée

Groupe A

Doublé de Pythoclès Bazolo qui permet à Bobigny de l'emporter 2-1 sur la pelouse de Reims. Auteur d'une belle frappe croisée du gauche à la 38e et d'un but de renard au deuxième poteau à la 51e, le milieu de terrain de 24 ans totalise désormais 14 buts en 18 matches joués.

Trey Vimalin n'était pas dans le groupe rémois.

Mignon Ndingha est resté sur le banc lors du match nul de Drancy face à Belfort (0-0). Bobigny est 3e à 4 points de Sedan, tandis que Drancy, 12e, reste sous la menace de la relégation.

Groupe B

Rouen chute à domicile face à Granville (0-2). Christopher Ibayi a été remplacé à la pause, tandis que Ronald Bafounta est entré à la 88e. Archi Fataki est resté sur le banc. La réserve de Lorient s'incline à Poissy (0-2). Loris Mouyokolo est entré à la 79e, alors que Ruddy Ebondo était absent.

Sous les yeux de Wil Césaire Matimbu, remplaçant, l'ESSG fait match nul à Vitry (2-2). Sans Kévin Mouanga, blessé lors de la journée précédente, Angers prend un point à Saint-Malo (1-1).

Groupe C

Blois s'impose face à Saint-Pryvé-Saint-Hilaire (2-0). Daniel Moutala est entré à la 80e. Titulaires Alexandre Obambot et Fulgency Kimbembé ont été remplacés aux 66e et 90e minutes. Mongomba et Jean-Bertrand Badia Mouanga manquaient à l'appel. Davel Mayela est entré à la 67e lors de la défaite des Herbiers face à Colomiers (0-1).

Groupe D

Thomas Oualembo donne la victoire à Fréjus-Saint-Raphaël sur le terrain de Saint-Priest (1-0). L'ancien Lyonnais, buteur à la 73e, a joué toute la rencontre devant sa famille qui avait fait le court déplacement depuis Lyon.

Jonathan Nsondé a fait son apparition à la 77e.

A Saint-Priest, Jean-Bryan Boukaka, de retour de suspension, était titulaire, comme Romaric Ngouma. Juvrel Loumingou est resté sur la touche, tandis que Christopher Bitsamou est toujours à l'infirmerie.

Menée 0-3 après 25 minutes, puis 1-4 à la pause, la réserve de l'OM l'emporte finalement 5-4 face à Jura Sud. Titulaire sur son flanc gauche, Niels Nkounkou, presque nonchalant, est responsable des 2e et 3e buts puisque Pierre-Louis surgit à deux reprises dans son dos (25e et 27e). Malgré l'entrée de Chris Malonga à la 72e, Martigues chute à Grasse (0-1). Kévin Mingoua est entré à la 75e lors du revers de Louhans-Cuiseaux face à Chasselay (0-2).

Camille Delourme

MUSIQUE

Retour des scènes ouvertes

L'institut français du Congo (IFC) va lancer sa nouvelle saison des scènes ouvertes dans la ville océane, le 23 février, au restaurant-bar Le Gon situé en bordure de mer.

L'édition de l'année 2020, qui va comporter trois tremplins jusqu'à la finale, va présenter au public ponténégrin un panel d'artistes qui émergent. L'idée est d'allier l'événementiel et la proximité, le populaire et le culturel mais également l'approche artistique. Pour ces jeunes artistes en herbe, les scènes ouvertes semblent être une occasion pour faire leurs premières représentations en live, d'avoir un retour direct du public sur leurs compositions et de rencontrer bien d'autres artistes.

C'est également une opportunité pour eux de pouvoir proposer spontanément leur talent et leur créativité. Cette énième édition se déroulera à la plage, un espace qui favoriserait la proximité et l'échange entre les musiciens et le public. L'objectif de cette nouvelle édition est de faire vivre au public une compétition entre les différents artistes.

Notons que depuis plus de trois ans, l'IFC organise des scènes ouvertes afin de permettre aux jeunes artistes de Pointe-Noire de présenter non seulement leurs créations mais aussi de partager leur univers artistique. Ainsi, les participants et le public découvrent de nombreux artistes aux prestations diversifiées. Et pour tous les artistes en herbe, c'est l'occasion de proposer vos créations au public.

Hugues Prosper Mabonzo

LIBRAIRIE LES MANGUIERS



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.












Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gessou
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-12h)



AIDE HUMANITAIRE

La Belgique a consacré 14,2 millions d'euros à la RDC en 2019

La Belgique a libéré en 2019 un total de 169,8 millions d'euros d'aide humanitaire, indique le bilan final du service humanitaire du Service public fédéral (SPF) Affaires étrangères, Coopération au développement et Commerce extérieur de la Belgique.

Les contributions humanitaires de la Belgique, explique-t-on, ont été apportées via différents canaux : contributions au budget général d'organisations humanitaires internationales (30 millions d'euros), fonds humanitaires flexibles (70 millions d'euros), programmes pluriannuels pour les crises complexes (24,7 millions d'euros) et projets humanitaires en réponse à des crises oubliées (45,2 millions d'euros). En termes de répartition géographique, a fait savoir le SPF Affaires étrangères, la majeure partie du financement humanitaire (56,4 millions) a concerné le Moyen-Orient. La crise syrienne a absorbé le plus de financement dans la région (25,4 millions d'euros), suivie des territoires palestiniens occupés (9,5 millions d'euros), du Yémen (7,9 millions d'euros) et de l'Irak (7,2 millions d'euros). Plus de 28,5 millions d'euros d'aides humanitaires ont été affectés à la région



Le président Félix Tshisekedi et Alexander De Croo, lors de la visite d'une délégation d'officiels belges en RDC en février 2020

des Grands Lacs, avec un accent particulier sur la RDC (14,2 millions d'euros). Dans la région du Sahel, l'aide humanitaire s'est élevée à 18,3 millions d'euros.

Plus de 149,6 millions d'euros soit 80% du budget humanitaire a été accordé à des organisations internationales, y compris à des fonds

flexibles. Les ONG belges et internationales ont reçu 20 millions d'euros, soit 12% du budget. En 2017, la Belgique a mobilisé au total 17 millions d'euros de fonds humanitaires pour la RDC. En 2018, la contribution de la Belgique est passée à 25 millions d'euros, un montant record qui exprime la solidarité perma-

nente de la Belgique à l'égard du peuple congolais, avait déclaré Alexander De Croo, vice-Premier ministre et ministre belge des Finances, chargé de la lutte contre la fraude fiscale, et ministre de la Coopération au développement.

En plus de ces 25 millions d'euros d'aides humanitaires,

directement affectées à la RDC, avait-il annoncé, la Belgique entendait contribuer à raison de 90 millions d'euros à des fonds sans affectation spéciale. Il s'agit d'une hausse de 10% par rapport à 2017. La Belgique est l'un des principaux partenaires bilatéraux de la RDC. Ainsi, les dépenses du niveau fédéral (hors remise de dette) se sont élevées à 122,2 millions d'euros en 2009, à 115,3 millions d'euros en 2010, à 121 millions d'euros en 2011, 104 millions d'euros en 2012 et 110 millions d'euros en 2013. En RDC, dit-on, la Belgique intervient essentiellement au niveau provincial et dans des secteurs choisis en fonction de leur impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance économique du pays : agriculture, éducation, santé, eau et assainissement ainsi qu'une attention particulière apportée aux victimes de violence sexuelle et à leur prise en charge globale.

Patrick Ndongidi

VULGARISATION AGRICOLE

Les capacités des formateurs renforcées

Organisé depuis le 27 janvier sous la houlette de la Caritas Congo ASBL en collaboration avec l'Agence coréenne de coopération internationale (Korea International Cooperation Agency/Koica) et Institut coréen pour la stratégie du développement (Korea institute for development strategy, KDS), le 3^e cycle de formation des formateurs de vulgarisation agricole s'est clôturé, le mardi 18 février, par la remise des certificats à tous les quarante participants.

La fin de cette formation été marquée par plusieurs allocutions dont celle du secrétaire exécutif de la Caritas Congo ASBL, Mr Boniface Nakwagelewi ata Deagbo qui a apprécié à sa juste valeur la volonté du ministère de l'Agriculture, à travers le Centre national de vulgarisation agricole (CNVA) de la République démocratique du Congo (RDC), d'avoir atteint son objectif qui est celui de former et de renforcer les capacités des formateurs parmi lesquels on compte notamment des agents de vulgarisation agricoles, des enseignants, des chercheurs.

« A la lumière des thèmes qui ont été inscrits à chaque module et au regard des résultats, nous osons croire que les travaux de cet atelier ont permis de répondre aux attentes des participants », a-t-il déclaré tout en souhaitant que tous les efforts fournis

par chaque partie prenante à la réussite de cette formation puissent contribuer et, surtout, permettre au pays de mieux répondre aux

grands enjeux de l'heure sur les crises agricoles et alimentaires que connaît la RDC.

De son côté, le représentant du ministre de l'Agriculture,

Ir. Evariste Bushabu Bopeming, secrétaire général du dit ministère, a remercié le représentant Pays de Koica, Caritas Congo ASBL, le chef

du CNVA pour l'appui technique et financier. Il s'est dit satisfait des résultats obtenus lors de ces assises « car les objectifs assignés ont été atteints grâce au travail de qualité abattu par toutes les parties prenantes ». Quant au représentant des participants, il a remercié à son tour les organisateurs de cette session qui ont répondu à leurs préoccupations et ils ont trouvé satisfaction à travers cet atelier.

Au cours de cette formation, Caritas Congo ASBL a animé cinq modules en deux phases, dont deux modules des cours de tronc commun pour les quarante participants et trois restants en cours spécifiques. Ces modules ont été répartis en groupe de quinze pour les cultures vivrières, quinze pour l'horticulture et culture maraîchère et dix participants pour l'élevage.

Blandine Lusimana



Une vue de participants à la formation des formateurs

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Le chef de l'Etat lance la première édition du forum «E-DRC»

L'hôtel Pullman de Kinshasa a servi de cadre, le mercredi 19 février, au lancement de la première édition d'E-DRC.

Il s'agit d'une plate-forme qui se veut un espace d'échange entre investisseurs privés et institutionnels, d'une part, et entre les différentes parties prenantes de l'écosystème numérique d'autre part, en vue d'établir un partenariat public-privé fort tout en mobilisant autour de la vision du chef de l'Etat et du programme gouvernemental dans le secteur de Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). C'est le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, qui a donné le go des travaux du dit forum articulé sur le thème « Investir dans le Numérique ». C'était en présence des ambassadeurs, des chefs des missions diplomatiques et des officiels

représentant les diverses institutions du pays.

Dans son discours d'ouverture, le président de la République a mis un accent appuyé sur la nécessité pour la RDC de recourir aux moyens modernes de communication et de gestion de l'information offerts par les NTIC pour en faire un des vecteurs incontournables de son développement. Bien qu'entrée dans l'histoire mondiale des télécommunications, notamment par le Rezatelsat (aujourd'hui Renatelsat) avec une cinquantaine de sites parsemés sur le territoire national ainsi que par le lancement de l'un des premiers réseaux de téléphonie mobile dans le monde, la RDC, a-t-il indiqué,

a connu un retard par manque de politique d'investissement systématique dans les plates-formes ainsi acquises.

Le déploiement des infrastructures nécessaires au développement du secteur a fait cruellement défaut mettant ainsi le pays en déphasage par rapport aux avancées du numérique de la dernière décennie. « *En vue de pallier ce déficit, et tenant compte de nos contraintes financières en rapport avec les investissements conséquents que ces prérequis nous imposent, l'Etat Congolais se doit d'être innovateur dans son approche pour la mobilisation des ressources nécessaires y afférentes* », a déclaré Fé-

lix Tshisekedi. Tout en saluant l'initiative du ministre chargé des PTNTIC, il l'a invité à maintenir un cadre ouvert de discussion et de partenariat avec les investisseurs du secteur privé. Et de réitérer son engagement à s'impliquer personnellement dans la réussite des partenariats techniques et financiers, quitte à construire au terme des échanges un cadre normatif. Une belle opportunité donc pour réfléchir sur les actions de la mise en œuvre du plan numérique à l'horizon 2025 validé incessamment. La consolidation des infrastructures de base existantes en vue de leur expansion sur le territoire national, l'appui au processus de dématérialisation

de l'administration publique, l'augmentation du taux d'intégration financière de nos populations et tous les autres sujets connexes devront également être au centre des réflexions.

Intervenant en liminaire, le ministre des PTNTIC a, quant à lui, présenté la cartographie des opportunités d'investissements qu'offre le secteur numérique en RDC. Il a plaidé pour que soient posés des fondements solides et fiables pour un développement optimal du numérique à travers une stratégie fondée sur les deux piliers essentiels que sont les infrastructures et la Poste. La réussite de la transition digitale sera à ce prix, s'est-il convaincu.

Alain Diasso

Augustin Kibassa présente la cartographie des opportunités d'investissements en RDC

Le ministre des Postes, Télécommunications et Nouvelles technologies de l'information de la communication (PTNTIC), Augustin Kibassa Maliba, a présenté, le mercredi 19 février au Pullman Hôtel à Kinshasa, l'état des lieux du secteur numérique en République démocratique du Congo (RDC).

Au cours de son intervention avant l'allocution marquant le lancement de la rencontre E-DRC sur le thème « Investir dans le numérique en RDC par le chef de l'Etat, Augustin Kibassa a rappelé que cette rencontre s'aligne sur la vision du président de la République pour le secteur : « Faire du numérique congolais un levier d'intégration, de bonne gouvernance, de croissance économique et de progrès social ». Le ministre a indiqué que cette rencontre, patronnée par le président de la République, est une présentation de la cartographie des opportunités d'investissements dans le secteur des Postes, Télécommunications et Nouvelles technologies de l'information de la communication (TIC) en RDC. Augustin Kibassa a évoqué l'objectif de la rencontre E-DRC, d'une part, « d'éclairer la lanterne des investisseurs désireux de participer à l'exécution dudit programme et de contribuer ainsi au développement du secteur des PTNTIC en RDC », et d'autre part, « d'informer les acteurs de l'industrie et l'opinion des possibilités du programme tout en donnant une orientation claire aux partenaires ».

Dans le volet numérique, a laissé entendre Augustin Kibassa, le gouvernement conduit par le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba préconise « la construction du réseau de base (Backbone) à fibre optique en vue d'augmenter le taux de pénétration des TIC, d'améliorer sensiblement la qualité des services offerts à la population et de diminuer le coût des communications ; l'interconnexion

de toutes les vingt-six provinces du pays et le renforcement des capacités du personnel de l'Etat, en vue de son perfectionnement dans l'usage de l'outil informatique ». Il a énuméré la gamme d'industries et d'activités de services du secteur des PTNTIC, tels la fourniture des services postaux, la fourniture des services de téléphonie (fixe et mobile), la fourniture des services et d'accès Internet, les services et équipements de télécommunications, les équipements et services informatiques, les médias et la radiodiffusion, l'électronique, les fournisseurs d'informations, les services d'informations sur réseau, l'hébergement des données numériques, les fournitures d'infrastructures passives des réseaux ainsi que les services professionnels de câblodistribution.

Mais l'état de lieu aboutissant à ce programme du gouvernement a révélé que ces industries ne sont pas toutes développées en RDC. « *L'essentiel des activités du secteur s'opère grâce à l'apport de l'industrie de téléphonie mobile qui connaît depuis son avènement en RDC une croissance assez remarquable, mais limitée par plusieurs facteurs techniques et environnementaux, endogènes et exogènes à ladite industrie* », a continué Augustin Kibassa Maliba.

Situation numérique précaire...

Il a donné quelques chiffres émanant des différents rapports des organismes internationaux et nationaux dont l'Autorité de régulation de la poste et des

télécommunications du Congo (ARPTC). Le taux de pénétration de téléphonie mobile est à moins de 40 % de la population avec un revenu moyen par utilisateur (ARPU) de 3 dollars américains ; le taux d'accès à l'Internet est à moins de 15 % de la population, avec un revenu moyen par utilisateur d'un dollar américain ; le taux de pénétration de la monnaie électronique est de 7 % avec un revenu moyen d'un dollar américain ; le taux de couverture des réseaux est à moins de 25 % du territoire national. Et pour pallier à cette situation précaire, le gouvernement s'est assigné des objectifs à moyen terme à partir diverses actions concrètes. Il s'agit d'une infrastructure nationale de télécommunication développée, moderne et fiable ; d'une administration publique efficace utilisant les TIC pour améliorer le fonctionnement et les services aux citoyens ; d'une informatisation efficiente des services générateurs des recettes ; d'un taux élevé d'échange des biens et des services TIC ; d'un secteur des services en TIC et une industrie numérique importants et dynamiques ; d'une population instruite et largement familiarisée avec les TIC ; d'une abondante main d'œuvre jeune encadrée et qualifiée en TIC ; et d'un environnement propice à la libre entreprise, à l'innovation et attractif pour les investisseurs.

Il a insisté sur le fait que le développement numérique en RDC est fonction de deux piliers qui fonde la stratégie du gouvernement : « *Les infrastructures, socle de développement du numérique et la poste moderne*



Le ministre Augustin Kibassa

au centre de l'essor du numérique ». La RDC, a rappelé Augustin Kibassa, a une position géostratégique au centre de l'Afrique, faisant d'elle un carrefour naturel des échanges entre le Nord et le Sud de l'Afrique, ainsi que l'Est et l'Ouest. Aussi devrait-elle, par cette position, être l'un des plus grands transitaires des télécommunications et des données numériques du monde, pouvant relier la méditerranée et le Cap de bonne espérance, l'océan Atlantique et l'océan Indien. Mais la RDC ne peut pas à ce jour jouer ce rôle d'envergure panafricaine par manque d'infrastructures numérique adéquates. Toutefois, le gouvernement a développé un projet pour le déploiement d'un réseau national large bande intégrant un système national de transmission par fibre optique et celui modernisé du système satellitaire afin d'assurer le maillage complet du pays

et permettre à la population d'accéder aux services universels de meilleure qualité à un coût abordable.

A propos de la poste, le ministre des PTNTIC a parlé du projet de réhabiliter, équiper et moderniser tous les bureaux de la Poste à travers le pays, de la création de la banque postale et de la mise en œuvre des incubateurs dans les bureaux de poste au travers d'un projet dénommé Centre faciliter l'accès à l'outil informatique aux populations rurales et semi-urbaines ; de découvrir et d'encadrer les compétences dans le secteur du numérique ; de promouvoir la culture du numérique au sein de la jeunesse et de stimuler la création du contenu et des solutions locales au travers des concours d'excellence des jeunes congolais pour répondre aux besoins des congolais.

Martin Engimo

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Pertinents sujets abordés à la rencontre sur le numérique

La première rencontre sur le numérique en RDC se tiendra du 19 au 20 février au Pullman hôtel à Kinshasa.

Le go de ce forum a été donné par le président de la République. Réitérant son engagement à s'impliquer personnellement dans la réussite des partenaires technique et financiers à construire un cadre normatif après leurs échanges, le chef de l'Etat a invité les participants à la rencontre E-DR Congo « à réfléchir ensemble de manière active sur les mécanismes pour la mise en place d'un développement porteur de croissance ». Aussi ce forum consiste en des ateliers autour du grand thème « Investir dans le numérique en RDC ». Le premier panel s'axe sur « Infrastructure, socle du développement nu-



Les panélistes à la rencontre sur l'investissement numérique

mérique ». Les panélistes en lice pour ce sujet sont Thys Kazad qui a parlé des « Indices de la région et de la RDC, état des lieux des infrastructures en Afrique (Défis et opportunités pour la RDC »,

Freddy-David Lukaso devrait s'étendre sur la « Présentation technique du réseau large bande RDC ». Il a été demandé à Eric Mutonji d'aborder le « Réseau national des Télécoms par satellite, Télévision

numérique terrestre, Triple Play et création de la richesse made in RDC ». Et Alain Malanda a été chargé d'éclairer les participants sur la « Normalisation de l'industrie, nomenclature des réseaux Fibre

optique, mise à niveau des compétences Afrique/Mondial, Formation/Renforcement des capacités ».

Le deuxième panel s'articule sur des « Services de messagerie, Services financiers et e-Services ». Panéliste, Théophile Badoana va s'appesantir sur la « Modernisation des services de messagerie et mise en place du nouvel écosystème des services financiers ». On note aussi les interventions Moussa Musavuli Butho, directeur de cabinet du conseiller spécial chargé du numérique du chef de l'Etat, et d'Albert Kabeya Tshikuku, directeur du Finattech chez Infoset.

Martin Enyimo

VACCINATION ET POLIOMYÉLITE

Félix Tshisekedi a échangé avec les représentants de Bill et Mélinda Gate

Du système de vaccination en République démocratique du Congo et de la poliomyélite, il en a été abondamment question au cours de l'audience que le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a accordée, le mardi 18 février, à la Cité de l'Union africaine, à une délégation des représentants des institutions Bill et Mélinda Gates que conduisait le ministre de la Santé, Eteni Longondo.



Félix Tshisekedi recevant la délégation de Bill et Melinda Gate

Les membres de l'alliance Gavi pour les vaccins, les représentants des gouvernements américains et britanniques ainsi que du Rotary international étaient également associés à cette rencontre. Celle-ci était censée procéder à l'évaluation de l'exécution des recommandations du Forum national sur la vaccination tenu du 22 au 23 juillet 2018 ainsi qu'à l'effort de lutte engagé contre la poliomyélite. Il a été noté que des progrès notables ont été accomplis en

rapport avec le renforcement du système de vaccination en RDC comme en témoignent les avancées enregistrées dans certaines provinces contrairement à d'autres. « D'où la nécessité d'en faire une évaluation avant le prochain forum prévu dans six mois sur la vaccination et la poliomyélite qui devra réunir les gouverneurs des provinces et les partenaires sur cette question », a indiqué à la presse le Dr Christian Elias, président du dévelop-

pement global de la Fondation Bill et Mélinda Gate. Très attendues, ces prochaines assises sont appelées à élargir la réflexion, niveau technique et politique, en vue de renforcer la mise en œuvre des stratégies prioritaires visant le renforcement de la vaccination via la relance du Programme élargi de vaccination, tout en scrutant des voies idoines visant l'éradication de la poliomyélite sur toute l'étendue du territoire national.

Alain Diasso

EBOLA

Un nouveau cas confirmé à Beni

Le bulletin quotidien de la situation épidémiologique de la maladie à virus Ebola indique à la date du mardi 18 février qu'un nouveau cas confirmé a été notifié dans la ville de Beni au Nord-Kivu.

Avec ce nouveau cas d'Ebola, le nombre de cas confirmés s'élève à trois mille trois cent dix sur un cumul des cas de trois mille quatre cent trente-trois. En dépit de ce nouveau cas confirmé, le secrétariat technique du comité de coordination à la riposte contre Ebola souligne qu'il n'y a eu aucun décès des cas confirmés.

Depuis le début de l'épidémie le 1^{er} août 2018, deux mille deux cent cinquante-trois personnes sont mortes d'Ebola parmi lesquelles deux mille cent trente cas confirmés contre cent vingt-trois probables. Le bulletin quotidien de la situation épidémiologique a affirmé, le 18 février, qu'il n'y a eu aucun malade guéri sorti des centres de traitement Ebola et aucun agent de santé ne figure parmi les nouveaux cas confirmés. Le cumul des cas confirmés et probables parmi les agents de santé est de cent soixante-sept, soit 5 % de l'ensemble des cas confirmés et probables, dont quarante et un décès.

Les activités de vaccination en ceinture se poursuivent avec le deuxième vaccin. Quatorze mille cent quarante-quatre personnes ont été vaccinées, jusqu'au 13 février, avec le 2nd vaccin Ad26.ZEBOV/MVA-BN-Filo (Johnson&Johnson) dans les deux aires de santé de Karisimbi à Goma. Tandis que depuis le début de la vaccination le 8 août 2018 avec le vaccin rVSV-ZEBOV, deux cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent cinquante-trois personnes ont été vaccinées. Le second vaccin vient en complément du premier, le rVSV-ZEBOV, vaccin utilisé depuis le 8 août 2018 dans cette épidémie fabriqué par le groupe pharmaceutique Merck, après approbation du comité d'éthique le 20 mai 2018. Il a été récemment pré-qualifié pour homologation.

Blandine Lusimana

SANTÉ

Le Syméco poursuit la grève sèche

Les médecins membres du syndicat conditionnent la reprise de travail à la signature d'un accord spécifique avec le gouvernement reprenant les revendications contenues dans leur cahier des charges dont l'admission sous statut des médecins de nouvelles unités, la promotion aux grades et l'amélioration des conditions de travail.

En attendant l'aboutissement des négociations en cours entre le gouvernement et les médecins, en vue de trouver de solution aux revendications de ces derniers, les médecins membres du Syndicat des médecins du Congo (Syméco) poursuivent leur grève sèche. Le secrétaire général de ce syndicat, le Dr Juvénal Muanda, a affirmé à radiokapi.net que l'évaluation faite le lundi 17 février n'a pas permis de lever ce mouvement de grève. « L'évaluation qui a été faite a constaté qu'il fallait

donc continuer la grève dans sa forme actuelle, c'est-à-dire la forme radicale parce que jusqu'à ce jour, l'accord spécifique des médecins n'est pas encore signé », a-t-il fait savoir.

Le secrétaire général du Syméco a, par ailleurs, affirmé des séances de travail en cours au niveau de la Présidence de la République et de la Primature. A l'en croire, celles-ci visent à lever le malentendu qui est à la base du problème entre le banc syndical des médecins représenté par le Syméco et le gouverne-

ment de la République, en ce qui concerne la signature d'un accord spécifique. Il est rappelé que le Syméco revendique notamment l'admission sous statut des médecins de nouvelles unités, la promotion aux grades et l'amélioration des conditions de travail.

Cette décision de durcir leur grève en supprimant le service minimum au jeudi 13 février, rappelle-t-on, a été prise à la suite de ce que ces médecins membres du Syméco ont qualifié de mauvaise foi de la part de certains membres de la partie

gouvernement qu'ils ont accusés de bloquer la signature de l'accord spécifique reprenant leurs revendications contenues dans le cahier des charges soumis au gouvernement.

Pour le Syméco, en effet, la signature formelle de cet accord entre gouvernement et banc syndical des médecins reste l'unique voie pour restaurer la paix sociale. « Il a été convenu entre le banc gouvernemental et le banc syndical des médecins qu'au terme des travaux de la sous-commission char-

gée de l'examen du cahier des charges des médecins que les engagements spécifiques soient coulés dans un accord spécifique entre le banc syndical et le banc gouvernemental reprenant de manière spécifique les pistes de solutions convenues entre les deux parties. Cet accord spécifique jusqu'à ce jour n'est pas encore signé », a expliqué le Dr Juvénal Muanda, notant que cette signature devra traduire l'engagement du gouvernement.

Lucien Dianzenza

INTERVIEW

Gauz : « Un roman ne s'écrit pas dans l'objectif d'obtenir un prix littéraire »

De son vrai nom Armand Patrick Gbaka-Brédé, le romancier ivoirien invité à la Fête du livre de Kinshasa est auteur de deux romans : *Debout-payé* et *Camarade Papa* (Grand prix littéraire d'Afrique noire 2019). Il a animé, le mardi 18 février, le second atelier d'écriture sur le thème « Littérature à tout âge » face à plusieurs écrivains en herbe. Au terme de cette rencontre, il s'est entretenu avec Le Courrier de Kinshasa sur la manière dont il conçoit la pratique de son métier.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : S'il aurait fallu vous présenter au Kinois visiteur de la Fête du livre qui n'a pas encore lu *Camarade Papa* ou *Debout-payé*, que lui diriez-vous ?

Gauz : En tant qu'Ivoirien, il faut que le Kinois sache que je suis le plus fort du monde. Je suis le plus grand écrivain de la terre et du système solaire de tous les temps. Et donc, il a tout intérêt à prendre mon livre s'il veut savoir qui est Pelé, le plus fort du monde. C'est comme cela que je veux me présenter au Kinois.

L.C.K. : Aviez-vous une pensée précise en tête venant à Kinshasa ?

Gauz : Quel Ivoirien n'a pas une idée en tête quand il vient à Kinshasa ? La ville d'Abidjan a évolué en se mirant dans Kinshasa. Et moi, je suis un pur produit abidjanais, j'avais donc forcément plein d'idées de ce qu'était cette ville tentaculaire. Que des aprioris positifs malgré le temps, la pauvreté et la dureté de la vie. Moi, je me sens vachement bien ici, voilà.

L.C.K. : Dans la peau d'un écrivain comme vous, comment Kinshasa vous inspire-t-elle ?

Gauz : L'on a l'impression qu'un écrivain doit toujours être inspiré par quelque chose. En fait, ce n'est pas si direct que cela. Chez un écrivain, l'inspiration est diffuse. C'est souvent la somme de



Gauz lisant un extrait de son roman *Camarade Papa* à l'atelier (Adiac)

plusieurs choses qui donne l'inspiration. Tout ce que tu vis te marque pour écrire quelque chose, tout, absolument tout ! Donc que ce soit dans la chaude et truculente Kinshasa ou dans la glaciale et froide Oslo, l'on tire toujours une expérience de quelque chose. Il n'y a donc pas, moi, de toute façon, je ne crois pas en l'inspiration même. Cela voudrait dire qu'il existe une sorte « d'inspirationosphère » quelque part où se promènent les idées qui décident de façon aléatoire de tomber sur quelqu'un qui devient l'élu. Il est inspiré, il est l'auteur et il écrit. Moi, je pense que c'est beaucoup plus diffus que cela. Une écriture ça se bâtit, ça se travaille, un écrivain, ça bosse ! Vous pouvez nous voir en train de boire des bières, fu-

mer des cigarettes, se promener dans le monde mais n'empêche qu'un écrivain ça bosse énormément. Donc, moi je crois plus au travail qu'en l'inspiration. C'est ton travail, la somme de ton travail acharné que l'on appelle finalement inspiration.

L.C.K. : De votre point de vue, qui est un écrivain ? Comment le définiriez-vous ?

Gauz : Mais pourquoi veut-on définir un écrivain ? Il y a autant de définitions du mot écrivain qu'il y a d'écrivains sur la terre. Et même, il y a des gens qui n'écrivent pas qui répondent à la définition que l'on pourrait donner du mot écrivain. Alors pourquoi chercher à définir un écrivain ? C'est une question qui

me dépasse, je ne peux y répondre. De toute façon, deux romans ne se ressemblent pas. Chaque roman est singulier et deux romans du même auteur ne se ressemblent pas. Prenons mon premier roman *Debout-payé*, comparé à mon deuxième, *Camarade Papa*, c'est comme si il avait été écrit sur une autre planète.

L.C.K. : Pourquoi avoir choisi le roman plutôt qu'un autre genre littéraire ?

Gauz : Quand j'avais écrit mon premier roman, je me souviens qu'un lecteur d'Actes Sud à qui j'avais envoyé le manuscrit m'avait répondu : « Vos prises de notes sont bien, maintenant écrivez un roman ! » Pourtant, je lui avais envoyé un roman à la base. Et alors, j'ai répondu à ce gars : « Petit bâtard !, ce n'est pas un roman que je t'ai envoyé, c'est une nouvelle littérature ! » Moi, je considère que le roman est un pan de la littérature mais la littérature est une et globale. Dans un roman, tu peux être lyrique, poétique, tu peux faire un essai. Tu peux tout y faire. Pour ma part, je ne pense pas obéir à une classification précise. Mais effectivement je marque toujours roman sur les livres que j'écris de sorte qu'il y a une case où l'on peut les trouver. Mais, à chaque fois, je pense que c'est un peu plus qu'un roman et j'en suis fier d'ailleurs.

L.C.K. : Existe-t-il une re-

cette, une marche à suivre pour qu'un roman remporte un prix littéraire ?

Gauz : Un roman ne s'écrit pas dans l'objectif d'obtenir un prix littéraire. Il faut se l'enlever de la tête. Un prix littéraire, c'est super compliqué. C'est un groupe de gens qui en décident. Mais, au juste, c'est quoi un prix littéraire ? Des gens qui jugent un ensemble de romans selon des critères qu'ils se donnent eux-mêmes. Ils jugent selon leur ressenti qui n'est pas forcément lié au roman. Il n'y a pas une appréciation universelle d'un roman. S'il y avait des recettes, cela se saurait. Et puis, en France par exemple, les prix littéraires sont devenus des institutions tellement fortes qu'il existe effectivement des romans qui sont destinés à des prix. Les grands éditeurs le font. Gallimard, Actes Sud, L'Olivier, Le Seuil, etc., mettent des bêtes de course pour la course aux prix chaque année. C'est de l'ordre du commercial si le prix littéraire met en lumière un roman, mais ce n'est pas cela l'objectif d'un roman. Il y en a qui n'ont pas eu de prix mais dont la pérennité est acquise. Prenons *Things Fall Apart* (Le monde s'effondre), c'est plus qu'un classique ! Mais il n'a jamais obtenu de prix. Il y a plein de romans dans ce cas-là. L'objectif d'un roman, ce n'est pas du tout d'obtenir un prix littéraire.

Propos recueillis par Nioni Masela

LINAFOOT/LIGUE 1

Mazembe domine Simba, DCMP bat RCK

Deux rencontres se sont jouées le mercredi pour le compte de la manche retour de la 25e édition du championnat national de football.

A Lubumbashi, le TP Mazembe a battu l'AS Simba de Kolwezi par deux buts à zéro. Pour cette rencontre, on a noté la titularisation de l'attaquant international tanzanien Thomas Ulimwengu, récemment revenu dans son ancien club (il était parti en 2016) après son passage à AFC Eskilstuna en Suède, FK Sloboda Tuzla en Bosnie, Al-Hilal Club au Soudan et JS Saoura en Algérie. L'on a noté aussi le retour sur le terrain du milieu défensif Miché Mika après une indisponibilité de quelques jours pour raison de blessure. C'est donc une équipe des Corbeaux relativement remaniée et coaché par Dragen Cvetkovic en l'absence de Pamphile Mihayo qui a débuté cette rencontre. Et Ulimwengu a idéalement signé son retour en ouvrant le score à la 15e minute. Mais le Tanzanien a été obligé de quitter l'aire de jeu après un choc avec un défenseur de Simba.

Mazembe a doublé la mise à la 57e minute par le jeune Isaac Tshibangu sur une passe décisive de Jackson Muleka qui n'a pas vu le chemin des filets au cours de cette rencontre. Avec ce succès, Mazembe règne en leader au championnat de la Linafoot avec désormais cinquante points. Le



Mazembe de Lubumbashi/DR

prochain match des Corbeaux, ce sera contre les Kamikazes de Lubumbashi Sport. Notons que Mazembe a dû regagner Lubumbashi pour jouer ces matchs de la Linafoot alors que le club devrait quitter Kinshasa pour le Maroc en vue de préparer le match aller de quarts de finale de la Ligue des champions contre le Raja de Casablanca. Selon le manager du club Frédéric Kitengie Kikumba, le

gouvernement n'a pas mobilisé le fonds nécessaire pour ce voyage.

DCMP...

Dans l'autre match du jour disputé à Kinshasa, le Daring Club Motema Pembe a renoué avec la victoire après une défaite et un résultat d'égalité non souhaité à la 25e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot). Le

spiral négative.

Une victoire certes dans la douleur face à un adversaire teigneux, mais précieuse. En effet, DCMP a été le premier à encaisser à la 21e minute, une réalisation de l'attaquant Ntumba Libanza, buteur-maison du Racing Club de Kinshasa. Mais les joueurs du technicien congolais de Brazzaville Isaac Ngata ont doublé leur volume de jeu. A la 35e minute, c'est le milieu offensif ivoirien Junior Koné Abou qui a égalisé, avant le but de la victoire du renard des surfaces Vinny Bongonga à la 80e minute. Avec les trois points acquis au terme de ce match, DCMP grimpe provisoirement en troisième position avec 34 points pour un goal différence de +18, juste devant la Jeunesse sportive Groupe Bazano de Lubumbashi qui compte également trente-quatre points avec un goal différence de +11. V.Club qui est quatrième avec trente-deux points pour un goal différence de +16 joue ce jeudi 20 février contre Bukavu Dawa, lanterne rouge du championnat. La surprenante équipe de Maniema Union qui bouscule la hiérarchie avec quarante points glanés est deuxième au classement.

Martin Enyimo



Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

BA, Boulevard Denis Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



INFRASTRUCTURES

Inauguration de nouveaux quais au Port autonome de Pointe-Noire

En séjour de travail dans la capitale économique, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a inauguré le 19 février trois nouveaux quais du port maritime et l'unité industrielle des grands moulins du phare appartenant à la société Somdiaa.

Ces quais s'inscrivent dans le cadre de la modernisation du port et de l'extension de son terminal à conteneurs. Il s'agit des quais G (long de 800m contre 15m de profondeur) et D (15m de profondeur et environ 720m de long). Réalisé par Congo terminal, le quai D est équipé d'un rail supportant la partie avant portique de manutention et d'un caniveau à câbles électriques couvert.

S'agissant du troisième quai, il est multifonction. Ses travaux ont été financés par le Port de Pointe-Noire, sur fonds propres dans le cadre de l'exécution de la phase d'urgence de son plan directeur de développement. Ce quai est construit sur l'emplacement qui n'était jusque-là qu'un quai de batelage dédié aux navires de pêche.

Le ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Fidèle Dimou, et le directeur général du port, Séraphin Bhalat, ainsi que Olivier De Noray, directeur des infrastructures de Bolloré Afrique, ont expliqué la nature des différents travaux effectués qui devraient permettre de renforcer la com-

pétitivité du port en améliorant la fluidité du trafic et en réduisant la durée de passage portuaire.

L'unité industrielle de la société des grands moulins du phare

Implantée dans les enceintes du Port autonome de Pointe-Noire, l'unité industrielle de la société des grands moulins servira à la production de la farine de blé, de gritz de maïs et de l'aliment de bétail. Les travaux de construction de ce complexe industriel ont été lancés en mars 2018.

On y trouve un ensemble de six silos de stockage d'une capacité de 18 tonnes ; des équipements de manutention ; une minoterie de capacité de production de 300 tonnes par jour, extensible à 900 tonnes par jour ; une maïserie d'une capacité de production de 50 tonnes par jour ; et une unité de production d'aliments de bétail.

Ces unités industrielles, a indiqué le ministre d'Etat, ministre de l'Economie, de l'Industrie et du portefeuille public, Gilbert Ondongo, contribueront à la création d'emplois, à la satisfaction des besoins des Congolais et à la



Une vue du quais

réduction de la dépendance du Congo en matière d'importation d'aliments.

« Je voudrais aussi insister sur le fait que l'industrie du maïs et celle de la production d'aliments de bétail constituent une réelle

incitation au travail. Incitation lancée à la population active congolaise en général et en particulier aux jeunes des départements de Pointe-Noire et du Kouilou en quête d'un emploi. Tous ont désormais une nouvelle

opportunité pour se consacrer à la culture du maïs ou pour pratiquer l'élevage ou encore, pour faire les deux en même temps », a-t-il déclaré.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga et Charlem Léa Itoua

KICK BOXING/FULL CONTACT

Le double champion d'Afrique en séjour de travail à Brazzaville

Par autorisation de la confédération africaine, le Malien Moussa Guidiera est arrivé en terre congolaise le 18 février afin d'animer un stage international de trois jours sur les règles et fonctionnement des sports dits pieds-poings.

Juste après son atterrissage à l'aéroport international Maya-Maya de Brazzaville, le champion continental, Cameroun 2015 et Nigeria 2017, a indiqué qu'il mettra toutes ses connaissances à la disposition des participants au stage. « Ce stage est ouvert aux pratiquants des pieds-poings. Il sera à la fois théorique et pratique. Nous allons nous

focaliser sur les techniques de combat », a rassuré Moussa Guidiera.

Me Valère Koubikana, un pratiquant des arts martiaux, a présenté le programme de ce stage qui se tiendra du 21 au 23 février au gymnase

Henri-Elendé. Le premier jour consistera à vulgariser le full contact tandis que le deuxième sera consacré au kick boxing notamment avec la présentation des techniques et règlements. Le dernier jour permettra aux

participants de découvrir la boxe Thaïlandaise. « Près de deux cents athlètes venus de Brazzaville, Pointe-Noire, Kinshasa ainsi que les adeptes du karaté, du taekwondo, du wushu, du Kempo et autres disciplines

pratiquant les pieds-poings prendront part à ce stage », a-t-il laissé entendre.

Notons que ce stage se déroulera chaque soir, entre 18h et 20h, une manière de mettre les participants dans de bonnes conditions d'entraînements. Ce moment du donner et du recevoir permettra également à Moussa Guidiera de se remémorer certaines techniques puisqu'il participera bientôt, aux Etats-Unis, au championnat du monde mi-lourd.

Pour sa part, le président du comité national de full contact, kick boxing et disciplines associées (CNFC KB Da), Emmanuel Kaba, a signifié que la présence du double champion d'Afrique au Congo est une aubaine pour les pratiquants des arts martiaux, puisque la structure dont il a la charge milite pour la vulgarisation du style Kick boxing en attendant le championnat national.



Moussa Guidiera encadré des membres du CNFC KB Da/Adiac

Rude Ngoma

« Près de deux cents athlètes venus de Brazzaville, Pointe-Noire, Kinshasa ainsi que les adeptes du karaté, du taekwondo, du wushu, du Kempo et autres disciplines pratiquant les pieds-poings prendront part à ce stage »